



TOUT SAUF FRET SNCF ?

Tandis que la direction se retranche derrière les propositions de l'association 4F pour masquer l'absence de politique de relance de FRET SNCF, la délégation CGT a décidé de démasquer l'imposture et de quitter la séance plénière de l'instance commune.

Une fois encore, direction d'entreprise et Gouvernement font miroiter des plans de relance de FRET SNCF. Pourtant les faits sont ténus et tout démontre en réalité que c'est le démantèlement de FRET SNCF qui se prépare.

Alors que depuis près de 20 ans, la direction s'applique méthodiquement à piller l'activité du wagon isolé, elle brandit avec le Gouvernement un énième plan de relance. Dans le même temps, elle met en œuvre un plan de suppression du triage à la gravité de Grande-Synthe pourtant essentiel à cette activité.

Transformé en Société par Actions Simplifiée depuis le premier janvier 2020, FRET SNCF demeure en confrontation directe avec les filiales du groupe et la direction n'a de cesse d'opposer les cheminots du fret pour jouer la carte du dumping social.

Ainsi la politique d'ouverture à la concurrence, présentée il y a 20 ans comme un levier de développement du FRET Ferroviaire, constitue un échec sans appel tant la situation n'a eu de cesse de se dégrader.

Sur la période 2000/2016, le fret ferroviaire a perdu 40 % des volumes de marchandises transportées quand le recul de l'industrie n'a été que de 3 % (selon l'INSEE).

Depuis 20 ans, les décideurs siphonnent le FRET ferroviaire au profit de filiales routières et c'est d'ailleurs le même sillon qui est emprunté aujourd'hui à plus grande vitesse par les activités voyageurs. En effet, la SNCF s'apprête à répondre à des appels d'offres en créant des nouvelles filiales, lançant en même temps un partenariat inédit entre une entreprise publique et UBER, chantre du moins-disant social et de l'optimisation fiscale.

La direction de FRET SNCF s'apprête à céder la moitié de son patrimoine immobilier sur deux ans, dont 50 millions d'euros cette année. Elle titrise les créances de ses chargeurs pour dégager du cash à court terme en faisant peser dans un avenir proche le poids des intérêts de ces opérations sur les comptes de FRET SNCF. Elle entend procéder de la même manière concernant le matériel roulant.

Enfin, elle budgétise 40 millions d'euros pour des départs volontaires tout en essayant de faire croire que le triplement de l'aide à la pince promis par l'État serait une opportunité alors même que FRET SNCF (qui ne fait plus de combinés) ne bénéficiera donc d'aucune aide pour ces trafics.

Le budget initial de FRET SNCF concernant la suppression de 400 emplois supplémentaires en 2020 après des milliers d'emplois supprimés depuis 10 ans est aujourd'hui projeté en révision à plus de 1000 suppressions d'emplois.

Si la direction voulait en finir avec FRET SNCF elle n'agirait pas autrement. C'est inacceptable !



La délégation CGT a rappelé qu'un droit d'alerte économique a été déposé par les élus du CCGPF l'année dernière et que tout concorde aujourd'hui pour légitimer cette décision qui, à coup sûr, trouvera des suites dans les prochains mois.

Pas la même, la délégation CGT a refusé de participer à la vaste opération de communication que lance la direction au travers de son projet d'entreprise « TOUS SNCF » à l'ordre du jour de cette séance plénière. Elle a quitté la séance. Dans les faits se dessine un tout autre projet « tout sauf FRET SNCF ». La CGT a été suivie par la délégation SUD-Rail. L'UNSA et la CFDT ont fait le choix de rester en tête à tête avec la direction.

La Fédération CGT des Cheminots continuera de tout mettre en œuvre avec les cheminots pour rendre possible un véritable développement du service public SNCF voyageurs et marchandises, car ENSEMBLE nous sommes déterminés pour le FER !

